



**EUROPE DIRECT**  
Mayenne

## SYNTHESE

### Questionnaires sur l'Union européenne :

#### 70 km de randonnée en Mayenne, 70 bougies à souffler pour l'Europe

**70 KM DE RANDONNÉE EN MAYENNE**  
70 BOUGIES À SOUFFLER POUR L'EUROPE

**ÉVÈNEMENT GRATUIT**

**SAMEDI 10 JUILLET 2021**

À l'occasion des 70 ans de la Déclaration Schuman,  
La Maison de l'Europe en Mayenne vous propose une

**RANDONNÉE CITOYENNE**  
**GOURMANDE & CULTURELLE**

La Maison de l'Europe en Mayenne - Europe Direct

38, rue Noémie Hamard - F-53000 LAVAL • Tél. : +33 (0)2 43 91 02 67

Email : [info@maison-europe-mayenne.eu](mailto:info@maison-europe-mayenne.eu) • [www.maison-europe-mayenne.eu](http://www.maison-europe-mayenne.eu)



Maison de l'Europe en Mayenne



@MaisonEurope53



Maison\_Europe\_Mayenne53



**EUROPE DIRECT**  
Mayenne

## Contexte

Dans le cadre de son projet « 70 km de randonnée en Mayenne, 70 bougies à souffler pour l'Europe », la Maison de l'Europe en Mayenne a recueilli l'avis de citoyens sur l'Union européenne à l'aide d'un questionnaire. Les questionnaires ont été proposés aux citoyens lors d'une journée festive organisée le 10 juillet 2021, sur 12 lieux du département de la Mayenne. Sur l'ensemble de la journée, 495 avis ont été recueillis.

Le questionnaire comportait 14 questions, à choix multiples ou à réponses libres. L'objectif était d'une part d'interroger les citoyens sur leur perception de l'Union européenne : sentiment d'appartenance, confiance dans l'avenir, préoccupations et priorités des citoyens, et propositions pour le futur de l'Union européenne. D'autre part il a permis d'obtenir des données concernant le niveau d'information des citoyens sur l'Union européenne : sentiment de connaître suffisamment les Etats membres de l'Union européenne, d'être suffisamment informé sur ses actions, et propositions pour améliorer la communication autour de l'Union européenne et renforcer la proximité entre citoyens des différents Etats membres.

Ce projet a été mis en œuvre dans le cadre d'un appel à projets de la Représentation de la Commission européenne en France (AP COMM/PAR/2019/01), avec le soutien également de la Région des Pays de la Loire et du conseil départemental de la Mayenne. Cette synthèse fait partie intégrante du projet et est à destination de la Commission européenne et des députés européens du Grand Ouest. Elle a vocation à retranscrire et synthétiser les avis exprimés par les citoyens sans jugement sur le contenu et de la manière la plus neutre possible. Par ailleurs, elle permettra à la Maison de l'Europe en Mayenne de mieux cerner les attentes des citoyens en matière d'information sur l'Union européenne dans son territoire d'action et de pouvoir y répondre de manière adaptée. En outre, elle permettra d'identifier les sujets qui semblent faire l'objet d'incompréhensions et qui nécessiteraient une communication renforcée.

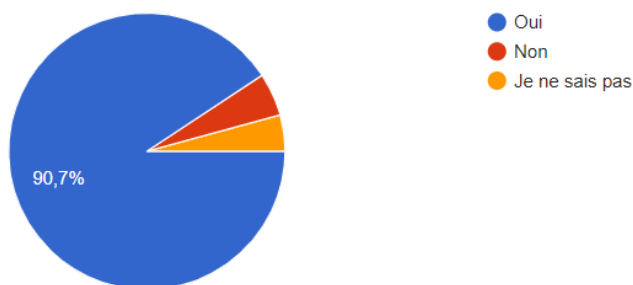


## I. Perception des citoyens sur l'Union européenne

### 1. Sentiment d'appartenance à l'Union européenne

D'une manière générale, vous sentez-vous européen.ne ?

495 réponses

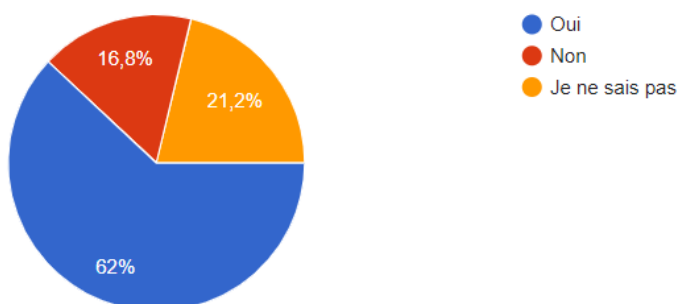


On constate que la très grande majorité des citoyens interrogés ont un sentiment d'appartenance à l'Union européenne. D'après les retours obtenus, à travers les discussions avec les citoyens, cette « identité européenne » se superpose à une « identité française », sans que l'une n'exclue l'autre.

### 2. Confiance en l'avenir de l'Union européenne

Globalement, êtes-vous confiant.e quant à l'avenir de l'Union européenne ?

476 réponses



Un peu moins de deux tiers des citoyens interrogés (62 %) se disent confiant quant à l'avenir de l'Union européenne. Les citoyens ont été invités à justifier leur position. La raison la plus récurrente pour justifier de cette confiance dans l'avenir de l'Union européenne est le fait qu'un groupement



**EUROPE DIRECT**  
Mayenne

d'Etats solidaires serait plus fort pour faire face à la mondialisation et aux grands enjeux contemporains. Ainsi, l'Union européenne est jugée comme étant la bonne échelle pour traiter d'enjeux tels que la transition écologique, la démocratie, la promotion d'un modèle basé sur les valeurs européennes, la défense ou la santé. Certains ajoutent que l'Union européenne est une nécessité car l'interdépendance des Etats serait une solution d'avenir dans un monde globalisé. Elle permettrait d'affronter les crises de manière unie. De plus, elle serait un contrepoids face aux autres grandes puissances sur la scène internationale, notamment les Etats-Unis, la Chine et la Russie.

Les avantages produits par l'Union européenne sur la vie quotidienne des citoyens est la deuxième raison la plus citée. Celle-ci permettrait d'assurer la paix et la diffusion de valeurs ancrées dans l'Histoire de l'Europe, telles que la sauvegarde des libertés fondamentales. Elle améliorerait nos vies grâce à de nombreux avantages : liberté de circulation, modèle basé sur l'état de droit, social... Elle est aussi perçue comme une richesse humaine et culturelle.

Si certains sont conscients que des blocages et difficultés peuvent apparaître lors de la prise de décisions entre les Etats membres, ils se disent tout de même confiants dans l'avenir de l'Union européenne car celle-ci aurait vocation à évoluer et tendrait à chercher des solutions pour aller de l'avant. De plus, certains disent avoir confiance dans les institutions européennes et dans la solidité de l'Union, malgré le Brexit. Elle assurerait une stabilité politique. Enfin, on assisterait à une prise de conscience européenne de la part des citoyens ces dernières années, et à un engagement accru de la jeunesse.

L'aspect économique est également cité à plusieurs reprises. L'Union européenne conférerait plus de poids économique à ses Etats membres sur la scène internationale. Le marché commun et la monnaie unique sont aussi perçus comme des avantages.

La plupart des personnes ayant répondu ne pas savoir s'ils étaient confiants quant à l'avenir de l'Union européenne perçoivent les avantages produits par celle-ci mais s'interrogent sur sa stabilité et sa capacité à surmonter certaines crises. La menace des nationalismes et des revendications populistes au sein des Etats membres de l'Union européenne et l'impression d'un euroscepticisme grandissant procurent un sentiment d'incertitude quant à son avenir. Les atteintes à l'Etat de droit et aux libertés fondamentales que l'on observe dans certains Etats membres contribuent également à ce sentiment d'incertitude. Certains Etats « font peur » : Pologne, Hongrie... Il n'y aurait pas assez de sanctions vis-à-vis de ces Etats.

Les problèmes de discriminations observés dans ces Etats font dire à certains qu'il existe une trop grande disparité, en particulier culturelle, au sein de l'Union européenne et que ces Etats ne partagent pas les « valeurs européennes » du fait de leur Histoire. Certaines personnes jugent ainsi qu'il y aurait trop d'Etats dans l'Union européenne. Les disparités entre les Etats l'empêcheraient d'avancer. Le manque d'intégration culturelle revient régulièrement dans les préoccupations des citoyens qui se demandent pourquoi avoir axé l'intégration européenne en premier lieu sur l'économie au détriment d'une intégration culturelle, sociale ou encore fiscale plus poussée. De plus, les contraintes juridiques décidées au niveau européen ne seraient pas assez adaptées au contexte





**EUROPE DIRECT**  
Mayenne

local de chaque Etat membre. Tous les Etats ne tireraient pas les mêmes profits à faire partie de l'Union européenne. Ainsi, le nombre d'Etats au sein de l'Union et leurs disparités semblent fragiliser la confiance qu'ont les citoyens quant au futur de l'Union européenne.

D'un autre côté, certaines personnes considèrent au contraire que l'Union européenne ne va pas assez loin. Il n'y aurait pas suffisamment de solidarité entre les Etats membres, notamment de la part des « grands » Etats envers les plus petits. L'élargissement de l'Union européenne aux Balkans occidentaux serait trop lent. Certaines politiques européennes ne seraient pas assez ambitieuses, notamment en matière d'écologie. L'Union européenne ne serait pas assez forte pour le moment pour trouver sa place entre les autres grandes puissances mondiales (Etats-Unis, Chine, Russie). Ainsi, ces personnes se demandent dans quelle mesure l'Union européenne arrivera à être consolidée pour avancer de manière plus unie face aux grands défis actuels et futurs.

Enfin, certains citoyens considèrent que les avantages de l'Union européenne n'ont pas assez de visibilité pour qu'ils se prononcent sur son futur. Le manque de connaissances sur l'Union européenne et la défiance grandissante des citoyens vis-à-vis de tout ce qui est institutionnel contribueraient à renforcer l'euroscpticisme.

En ce qui concerne les citoyens qui ne se disent pas confiants quant à l'avenir de l'Union européenne, on remarque qu'ils ont pour la plupart les mêmes arguments que les personnes mitigées, mais les poussent encore plus loin. Les intérêts politiques divergents des différents Etats membres mèneraient à un manque d'unité de l'Union sur certaines thématiques. On observerait un manque de solidarité entre les Etats et un individualisme grandissant qui bloqueraient la capacité de l'Union européenne à mettre en place des stratégies en commun. Le manque de coordination dans la gestion de la crise migratoire est cité comme exemple à plusieurs reprises. La fermeture des frontières pendant la crise sanitaire due à l'épidémie de COVID-19 serait un autre exemple de la fragilité de l'Union européenne. Ce serait un exemple de la tendance au repli sur soi de certains Etats. Le Brexit a aussi altéré la confiance des citoyens dans le futur de l'UE, car il fait office de précédent et d'autres Etats pourraient être tentés de faire de même.

On retrouve également les inquiétudes face à la montée des nationalismes et au fait que certains Etats dérogent aux règles de l'Union européenne en matière d'état de droit et de libertés fondamentales. C'est pourquoi certains citoyens considèrent que le fonctionnement de l'Union européenne devrait être revu, afin de limiter les prises de décision à l'unanimité.

La question des différences culturelles revient aussi. Elles empêcheraient la bonne coopération au sein de l'Union mais il ne faudrait pas non plus les « gommer ». On observerait des disparités également en termes de fonctionnement des Etats, en termes d'acquis (droits sociaux par exemple) et de situation économique ce qui compliquerait l'harmonisation au sein de l'Union. De plus, certaines personnes s'inquiètent que les politiques de l'Union européenne mènent à une harmonisation des droits et acquis vers le bas. La crise économique serait un témoin que la monnaie unique ne profite pas à tous les Etats et qu'une solution unique à l'échelle européenne n'est pas forcément la bonne réponse.

La Maison de l'Europe en Mayenne - Europe Direct

38, rue Noémie Hamard - F-53000 LAVAL • Tél. : +33 (0)2 43 91 02 67

Email : [info@maison-europe-mayenne.eu](mailto:info@maison-europe-mayenne.eu) • [www.maison-europe-mayenne.eu](http://www.maison-europe-mayenne.eu)



Maison de l'Europe en Mayenne



@MaisonEurope53



Maison\_Europe\_Mayenne53





**EUROPE DIRECT**  
Mayenne

Ainsi, il y aurait un conflit entre la nécessité de mener des actions en commun et de développer des stratégies communes et la réalité au niveau local. Il y aurait un manque de clarté sur les limites des prérogatives de l'Union européenne. Les décisions stratégiques de l'Union européenne seraient compliquées à appliquer dans les faits. Cela rejoint l'avis de certains citoyens qui considèrent que l'Union européenne est déconnectée des réalités du terrain et des préoccupations des citoyens, entraînant une impression de manque démocratique, une perte de confiance dans les institutions et une montée du nationalisme et ainsi de suite.

Enfin, certains citoyens considèrent que l'Union européenne est encore trop dépendante des Etats-Unis et qu'elle manque d'un leadership clair pour pouvoir être durable.

En conclusion, on peut voir que si une majorité de citoyens est confiante quant à l'avenir de l'Union européenne, certaines préoccupations viennent altérer cette confiance pour une autre part de la population. Ce ne sont pas forcément des personnes qui ne croient pas au projet européen mais des personnes qui s'interrogent sur la capacité de l'Union européenne à relever les défis auxquels elle fait face actuellement.

### **3. Thématiques prioritaires**

Les citoyens ont été interrogés sur les thématiques qu'ils aimeraient voir faire l'objet de plus d'attention au niveau européen parmi les suivantes : transition écologique, transition numérique, santé, promotions des valeurs européennes (justice, libertés fondamentales...), crise migratoire et démocratie européenne. Les personnes ayant répondu au questionnaire avaient la possibilité d'indiquer toutes les thématiques qui leur semblaient importantes. Ils avaient également la possibilité d'ajouter d'autres thématiques.

Voici les thématiques qui ont été les plus plébiscitées et le pourcentage de répondants considérant qu'elles devraient faire l'objet de plus d'attention au niveau européen :

1. Transition écologique (69,6 %)
2. Santé (49,3 %)
3. Promotion des valeurs européennes (justice, libertés fondamentales...) (45,9 %)
4. Crise migratoire (43,7%)
5. Démocratie européenne (37,6%)
6. Transition numérique (15,1 %)

L'analyse des réponses par tranche d'âge des répondants ne montre pas de changement dans le classement de ces thématiques, ni de variations très significatives en termes de pourcentages.



D'autres thématiques ont été ajoutées par les citoyens. Elles apparaissent ci-dessous par fréquence d'apparition :

1. Culture
2. Agriculture ; Economie ; Fiscalité unifiée ; Education ; Lutte contre les discriminations en particulier des personnes LGBTI ou des personnes en situation de handicap.
3. Souveraineté numérique et industrielle de l'Europe ; Protectionnisme économique européen ; Libéralisme économique ; Libre circulation ; Politique étrangère ; Défense ; Assurer l'avenir de la jeunesse ; Egalité femmes-hommes ; Recherche et développement ; Energie.

#### **4. Préoccupations des citoyens**

En complément des deux questions précédentes sur la confiance des citoyens dans le futur de l'Union européenne et sur les thématiques qui leur semblent prioritaires, les personnes interrogées ont eu la possibilité d'exprimer librement leurs préoccupations et propositions pour l'Union européenne.

Ci-dessous, une synthèse des principaux problèmes identifiés par les citoyens et de leurs préoccupations, par fréquence d'apparition :

- La place trop importante accordée à l'économie par l'Union européenne, au détriment d'une Europe sociale et humaine. Le libre-échange permis par l'Union européenne favoriserait une concurrence trop forte entre ses Etats membres menant au dumping social. Une intégration basée essentiellement sur le pilier économique risquerait de réduire l'engouement des citoyens pour l'Union européenne.
- Le manque d'informations sur l'Union européenne destiné au grand public dans les médias traditionnels et à l'école. Ce manque contribuerait au sentiment de beaucoup de citoyens de ne pas être concerné par l'Union européenne dont le fonctionnement complexe et les prérogatives sont difficiles à comprendre.
- La lenteur et la lourdeur des procédures pour le dépôt de demandes de subventions auprès de la Commission européenne. Cela rendrait les subventions pour beaucoup inaccessibles.
- La difficulté de la prise de décision à l'unanimité avec 27 Etats membres.
- Le sentiment d'avoir une Union européenne qui fonctionne à deux vitesses et que les disparités et inégalités au sein des Etats membres entravent son fonctionnement.
- Un sentiment de manque démocratique, et de manque de transparence sur ce qu'il advient des consultations citoyennes.





- La peur de perdre certains avantages propres à son Etat en harmonisant les politiques au niveau européen, doublé du sentiment que certaines règles ne sont pas adaptées au contexte de chaque Etat (ex : en matière d'agriculture, de congé parental, de droits sociaux ou de droit du travail...).
- Le fait que l'Union européenne semble moins portée qu'auparavant dans les campagnes politiques nationales et se retrouve de moins en moins au cœur des préoccupations des décideurs nationaux, voire qu'elle en devienne un bouc-émissaire.
- L'impression que l'Union européenne est déconnectée des réalités du terrain.
- L'impression d'un manque d'unité des Etats membres sur certains enjeux, tels que l'environnement, et d'incapacité de l'Union européenne à parler d'une voix unie sur la scène internationale.

Ces préoccupations rejoignent celles exprimées dans les questions précédentes sur le futur de l'Union européenne.

### **5. Propositions des citoyens**

Des propositions ont aussi émergé, pour la plupart en lien avec les problèmes identifiés ci-dessus. En voici une synthèse :

#### *Fonctionnement de l'Union européenne*

- Revoir le système de prise de décision de l'Union européenne afin de repartir sur de bonnes bases, notamment en donnant plus de pouvoir au Parlement européen et en donnant plus de place au vote à la majorité qualifiée.
- Rendre l'Union européenne plus proche des citoyens, par exemple en proposant des élections au suffrage universel direct à l'échelle européenne. Développer des stratégies pour prendre en compte l'avis des citoyens de l'Union européenne de manière plus systématique.
- Condamner dans les faits les Etats ne respectant pas les valeurs de l'Union.

#### *Compétences de l'Union européenne*

- Faire en sorte que l'Union européenne prenne plus de décisions stratégiques et moins de décisions opérationnelles afin de renforcer le principe de subsidiarité.
- Faire de la santé une compétence de l'Union européenne.
- Mettre en place une réelle Europe de la défense.

#### *Politiques européennes*

- Permettre un accueil digne et solidaire des migrants au sein de l'Union européenne et leur ouvrir nos frontières.







- Remettre les valeurs européennes portées dès le début de la construction européenne au cœur des actions de l'Union européenne et favoriser la cohésion entre les Etats membres avant de s'occuper de questions économiques.
- Renforcer les politiques en matière d'égalité femmes-hommes et faire en sorte que l'Union européenne montre l'exemple.
- Rétablir l'équilibre social et économique au sein de l'Union européenne, notamment en harmonisant les codes du travail puisque l'Union européenne permet la libre circulation des travailleurs et l'ouverture du marché à la concurrence.
- Augmenter le budget alloué aux programmes pour les jeunes afin qu'ils puissent acquérir des compétences professionnelles (stages, apprentissages...).
- Procéder à une harmonisation fiscale entre les Etats membres.
- Faire annuler une partie de la dette des Etats membres par la Banque centrale européenne et coupler cette action à un grand plan de relance mettant l'accent sur la transition écologique.
- Réindustrialiser notre économie afin de ne pas dépendre d'importations massives depuis des Etats tiers.
- Revoir le fonctionnement de la PAC.
- Renforcer la coopération de l'Union européenne avec l'Afrique du nord et l'Afrique sub-saharienne.

#### *Communication*

- Faire en sorte que les représentants français au sein des institutions de l'Union européenne rendent mieux compte de leurs travaux.
- Rendre le travail des institutions plus lisible.
- D'une manière générale renforcer la communication sur les actions de l'Union européenne.

## **II. Niveau d'information des citoyens sur l'Union européenne**

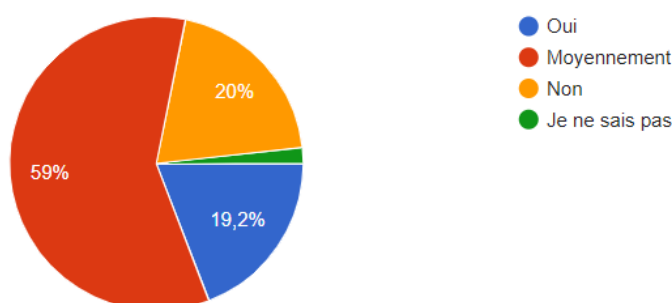
Les différentes préoccupations et propositions exprimées par les personnes ayant répondu au questionnaire et synthétisées dans la première partie de ce rapport montrent que de nombreux citoyens ont un avis concernant l'Union européenne. Toutefois, elles témoignent également de la nécessité de mieux communiquer sur certaines politiques ou thématiques parfois peu connues ou incomprises des citoyens. Ce questionnaire a permis aux citoyens d'autoévaluer leur niveau de connaissances sur l'Union européenne et de mettre en lumière leurs demandes en matière d'information.



## 1. Information sur le fonctionnement et les actions de l'Union européenne

Vous sentez-vous suffisamment informé.e sur les actions et le fonctionnement de l'Union européenne ?

454 réponses



Seuls 19,2% des répondants affirment se sentir suffisamment informés des actions menées par l'Union européenne et de son fonctionnement. La plupart des citoyens interrogés n'ont qu'une connaissance basique de ces sujets. Ainsi, 59 % se disent moyennement informés. Lors des discussions avec les citoyens, il est apparu clairement qu'il y avait un manque d'information dirigé vers le grand public. Le problème principal est que l'accès à cette information demande d'être proactif, de s'y intéresser pour rechercher l'information, car les médias traditionnels ne parlent que peu des actions de l'Union européenne.

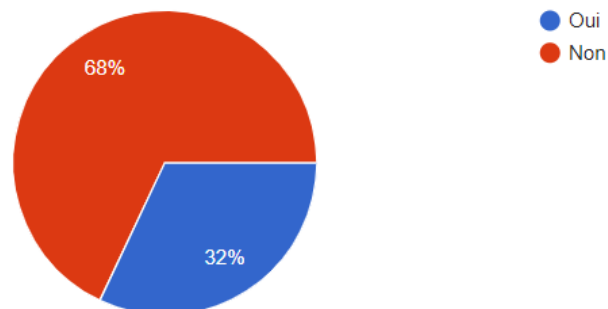
Or, lorsque l'on regarde la manière dont les citoyens s'informent, on constate que les médias traditionnels sont encore les plus utilisés. Parmi les répondants, 63,6 % s'informent grâce à la télévision, 54,6 % grâce à la presse écrite et 48 % par la radio. Ces trois médias, qui sont encore les plus utilisés, proposent généralement des informations généralistes et ne communiquent sur l'Union européenne encore qu'à la marge. Les nouveaux moyens de communication, comme les réseaux sociaux ne sont utilisés comme moyen d'information que par 27,4 % des répondants, tandis que 25,7 % disent s'informer par des recherches sur internet. Enfin, 15,6 % des répondants s'informent grâce aux activités des Maisons de l'Europe et 10,3 % à travers les médias spécialisés dans l'actualité européenne (journaux en ligne comme Toute l'Europe, Euractiv...). Ces quatre moyens de communication proposent une plus grande offre d'information sur l'Union européenne mais nécessitent que les utilisateurs fassent la démarche d'aller les consulter. Il faut donc déjà qu'ils aient un intérêt pour le sujet, par exemple pour décider de suivre des pages spécifiques sur les réseaux sociaux. Ainsi, une communication accrue dans les médias traditionnels permettrait de toucher un public plus large qui se considère pour le moment mal informé.

Parmi les autres moyens d'information cités librement par les répondants, on retrouve Youtube, les cours du lycée ou de l'université, et par la députée européenne originaire de Mayenne.

En matière d'information sur l'Union européenne, la période du projet coïncidant avec la Conférence sur l'avenir de l'Europe, nous avons choisi de mettre en avant cette action afin d'identifier si les citoyens en avaient déjà entendu parler et de les sensibiliser à cette initiative.

Avez-vous déjà entendu parler de la Conférence sur l'avenir de l'Europe ? (Pour info, il s'agit d'une grande consultation citoyenne lancée par l'Union européenne, permettant aux citoyens de tous les pays membres de donner leur avis sur l'UE (plateforme futureu.europa.eu))

462 réponses

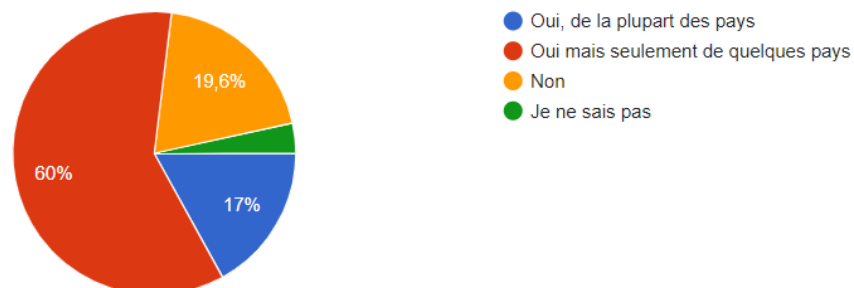


On constate que l'initiative a déjà eu une certaine répercussion puisqu'un tiers environ des personnes interrogées en a entendu parler. Toutefois, la majorité n'en a pas connaissance. L'initiative est en effet peu médiatisée dans les médias locaux. Pourtant, l'organisation de consultations citoyennes fait régulièrement partie des demandes des citoyens.

## 2. Connaissance des autres Etats de l'Union européenne

Estimez-vous connaître suffisamment la culture et l'actualité politique des autres pays de l'union ? (27 pays membres)

495 réponses



A nouveau, on remarque que les citoyens n'ont qu'une connaissance partielle des autres Etats qui composent l'Union européenne. La grande majorité des personnes interrogées disent avoir des



**EUROPE DIRECT**  
Mayenne

connaissances sur l'actualité politique et la culture d'un nombre restreint d'Etats de l'Union européenne. Lorsque l'on rentre dans les détails, la plupart des citoyens affirment avoir une certaine connaissance des Etats qui partagent des frontières avec la France, notamment l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie puisque ce sont les Etats dont la langue est proposée dans la plupart des établissements d'enseignement secondaire français. Leur culture et fonctionnement y sont donc également enseignés et le fait de partager des frontières avec ces Etats renforce l'impression de proximité. En revanche, on constate que peu de personnes interrogées ont des connaissances sur les Etats d'Europe de l'est ou du nord. Ce manque de connaissances peut contribuer à alimenter le sentiment qu'il y aurait trop d'Etats membres dans l'Union européenne avec des différences culturelles trop importantes, avis récurrent comme cela a été évoqué en première partie.

Face à ce constat, le questionnaire proposait aux citoyens de faire des suggestions pour renforcer la proximité entre les citoyens des différents Etats de l'Union et leur permettre de mieux en appréhender la culture et le contexte.

L'idée qui ressort le plus est de favoriser les échanges entre les citoyens des différents Etats de l'Union européenne. La possibilité de prendre part à des échanges devrait être ouverte à toutes les catégories de personnes : échanges de jeunes dans les écoles, échanges d'étudiants, mais aussi échanges pour les adultes. Les échanges devraient s'adresser non seulement aux étudiants mais aussi aux jeunes professionnels en apprentissage dans des Centres de Formation des Apprentis par exemple. Différents types de structures devraient avoir la possibilité de participer à des échanges comme les entreprises, les institutions publiques, les associations ou encore les clubs sportifs. Les échanges intergénérationnels devraient être favorisés. Il serait opportun de faciliter les échanges avec des Etats moins connus des Français, comme les Etats baltes ou les Balkans. Outre des échanges de groupes, certaines personnes proposent de mettre en place des salons d'échanges interculturels ou pour échanger des idées à l'échelle européenne. D'une manière générale les retours nomment le programme Erasmus+ qu'il faudrait selon les citoyens continuer à développer afin de le rendre accessible à tous. Parmi les modalités d'échange proposées, on constate que certaines sont déjà possibles grâce au programme Erasmus+. Cependant, les retours montrent qu'en dehors des échanges universitaires, les autres aspects d'Erasmus+ ont peu de visibilité et une majorité de citoyens n'a pas connaissance des programmes dont ils pourraient éventuellement bénéficier. Enfin, au niveau des échanges, il ressort également que les jumelages de villes devraient être développés avec pourquoi pas l'organisation de « journées de jumelage ».

Le deuxième point qui ressort, qui correspond au constat précédemment établi au sujet des médias, est qu'il faudrait renforcer la communication sur les actualités européennes dans les médias traditionnels. Ainsi, les répondants ont exprimé le souhait d'avoir accès à plus d'informations européennes dans la presse quotidienne et sur les chaînes de télévision d'information. L'idée de créer une chaîne de télévision européenne a été évoquée par plusieurs personnes, tout comme la possibilité pour les Européens d'avoir accès aux chaînes d'information publiques des autres Etats européens. En termes de contenu, les citoyens souhaiteraient que les médias décryptent plus les avantages à faire partie de l'Union européenne et expliquent les politiques dont elle est réellement





responsable. Afin que les citoyens se sentent plus concernés par l'Union européenne, ses actualités mais aussi celle des autres Etats européens devraient être présentées.

D'autre part, la culture des autres Etats membres devrait être mise davantage en avant. Les répondants proposent par exemple d'organiser des festivals culturels sur les autres Etats européens et de valoriser leurs fêtes traditionnelles. Des journées à thème pour découvrir la culture, la gastronomie, les films, la littérature, les langues ou encore les modes de vie des Etats de l'Union sont demandées. Les cours de langue, notamment dans des langues qui ne sont pas traditionnellement proposées dans les établissements scolaires devraient être plus accessibles.

Les personnes interrogées ont aussi proposé d'aborder la construction européenne et des thèmes liés à l'Union européenne et ses Etats membres de manière plus poussée à l'école et ce pour tous les niveaux. Une matière « études européennes » pourrait être instaurée.

Le renforcement de la proximité entre citoyens de l'Union européenne passerait également par une harmonisation législative, sociale et fiscale dans les Etats membres. Travailler ensemble autour d'enjeux communs tels que le réchauffement climatique, les droits de l'Homme ou la santé faciliterait ce rapprochement. La qualité des actions de l'Union européenne devrait être privilégiée plutôt que la quantité de politiques et le développement de ses prérogatives.

Enfin, certains citoyens considèrent que l'élection au suffrage universel direct à l'échelle européenne des représentants européens permettrait de renforcer le sentiment d'appartenance à l'Union européenne et donc de renforcer la proximité entre les citoyens des différents Etats membres.

### **III. Conclusion : durabilité de l'action**

Ce questionnaire aura permis de mettre en lumière les attentes des citoyens, à la fois vis-à-vis de l'Union européenne et en matière de communication et d'événements à l'échelle locale.

En tant que Maison de l'Europe, notre rôle consiste à faire remonter ces informations à la fois aux institutions et aux décideurs européens. Les données recueillies nous permettront également de cibler certaines thématiques nécessitant des clarifications dans notre communication. Face aux constats effectués sur les modes d'information des citoyens, il nous faudra renforcer nos partenariats avec les médias traditionnels locaux pour contribuer à alimenter leur offre de communication sur l'Union européenne.

En outre, afin de pouvoir adapter nos activités pour qu'elles répondent au mieux aux attentes des citoyens en termes de communication, nous leur avons proposé de nous indiquer quelles activités ils souhaiteraient voir mettre en place dans le département, parmi une liste d'activités. On constate que les événements permettant de mieux connaître les différents aspects culturels des autres Etats de l'Union européenne (art, gastronomie, paysages, modes de vie etc...) sont les plus plébiscités à 61 %. Suivent des actions pour mieux comprendre le fonctionnement des institutions européennes, par







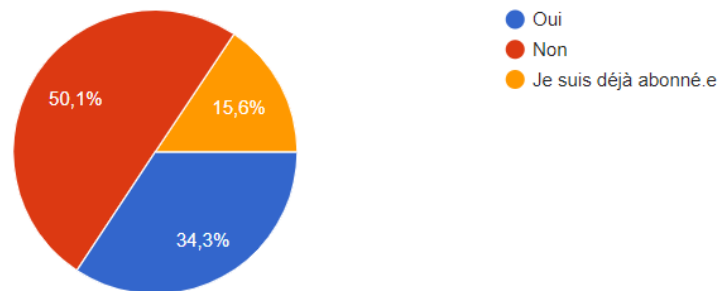
**EUROPE DIRECT**  
Mayenne

exemple à travers des simulations, et des ciné-débats permettant de découvrir d'autres Etats de l'Union européenne ou traitant d'enjeux actuels portés au niveau européen (ces deux types d'actions intéressant chacun 37,9 % des répondants). Parmi les autres propositions, 33 % des répondants sont intéressés par la tenue d'événements ou de stands d'information dans des lieux publics proches de leur lieu d'habitation ou de vie quotidienne, 30,7 % sont intéressés par des conférences sur des sujets d'actualité européens en présentiel (contre 19,2 % pour les conférences en ligne type webinaire), 26,6 % par des événements commémorant les grandes étapes de la construction européenne et des faits historiques, 25,9 % par des dialogues citoyens intergénérationnels permettant d'exprimer son avis, 20,3 % par des podcasts et émissions en ligne expliquant ce que l'Union européenne fait au quotidien et enfin 19,6 % sont intéressés par des concours et jeux créatifs permettant d'exprimer sa vision de l'Europe. Ces données pourront être par la suite analysées par tranche d'âge à des fins internes, afin de nous permettre de mieux identifier les groupes cibles pour nos différentes activités.

Près de la moitié des personnes ayant répondu au questionnaire ont souhaité s'abonner à la newsletter de la Maison de l'Europe en Mayenne ou étaient déjà abonnés. Cela montre un intérêt des participants pour les questions européennes et leur volonté de continuer à s'informer sur l'actualité européenne et les activités de la Maison de l'Europe en Mayenne suite à l'événement, ce qui nous permettra d'entretenir le lien avec ces citoyens et d'assurer la durabilité de l'action.

Souhaitez-vous recevoir la newsletter de la Maison de l'Europe ?

461 réponses






### Tranche d'âge des citoyens ayant répondu au questionnaire

Plus de la moitié des personnes ayant répondu au questionnaire avait plus de 50 ans. Toutefois, certaines questions ont été analysées par tranche d'âge (thématiques prioritaires, modes d'information) et les résultats n'ont pas montré de variations importantes.

La Maison de l'Europe en Mayenne - Europe Direct

38, rue Noémie Hamard - F-53000 LAVAL • Tél. : +33 (0)2 43 91 02 67

Email : [info@maison-europe-mayenne.eu](mailto:info@maison-europe-mayenne.eu) • [www.maison-europe-mayenne.eu](http://www.maison-europe-mayenne.eu)

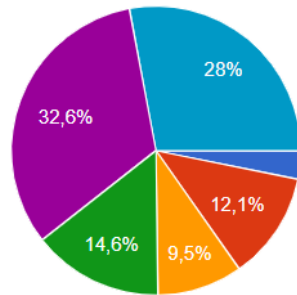
 Maison de l'Europe en Mayenne  @MaisonEurope53  Maison\_Europe\_Mayenne53



**EUROPE DIRECT**  
Mayenne

Quelle est votre tranche d'âge ?

472 réponses



- Moins de 17 ans
- 17 à 25 ans
- 25 à 35 ans
- 35 à 50 ans
- 50 à 65 ans
- Plus de 65 ans

La Maison de l'Europe en Mayenne - Europe Direct

38, rue Noémie Hamard - F-53000 LAVAL • Tél. : +33 (0)2 43 91 02 67

Email : [info@maison-europe-mayenne.eu](mailto:info@maison-europe-mayenne.eu) • [www.maison-europe-mayenne.eu](http://www.maison-europe-mayenne.eu)